

## CORÉE DU SUD

Une répression injustifiée contre un mouvement de grève "illégal"

Index AI : ASA 25/23/98

Alors que des milliers de travailleurs appartenant aux deux principales fédérations de syndicats de Corée du Sud s'apprêtent à se mettre en grève, Amnesty International s'est déclarée préoccupée par les déclarations répétées du gouvernement, qui menace de réprimer ces manifestations et ces grèves "illégalles".

« Une répression avec un déploiement massif de la police antiémeutes ne fera qu'augmenter les tensions et ne peut mener qu'à une vague de violence et d'arrestations et à d'autres violations des droits humains, a déclaré Amnesty International. Le gouvernement peut ne pas apprécier les manifestations et les grèves, mais elles constituent des formes légitimes de protestation dans une société ouverte et démocratique. »

En mai, Amnesty International a protesté lorsque des représentants du gouvernement ont répondu au mouvement de grève en menaçant d'arrêter des dirigeants syndicalistes pour « entrave à l'activité d'une entreprise ». Les ministres menacent aujourd'hui de mener une action sévère pour briser les grèves actuelles, en ayant recours à la police antiémeutes et aux tribunaux.

La grève a été déclenchée par les récentes décisions de fermer cinq banques et de privatiser plusieurs entreprises publiques, menaçant ainsi plusieurs milliers d'emplois dans un pays qui n'a pas de véritable système de protection sociale.

Les syndicats et les groupes de défense des droits humains affirment que les autorités n'ont pas poursuivi en justice les entreprises ayant recours à des licenciements illégaux, dont les femmes sont souvent les premières victimes. Ils veulent que le gouvernement prenne davantage de mesures pour protéger les emplois et créer un réseau de sécurité sociale.

« Il est tout simplement injuste de menacer ceux qui souffrent des pires effets de la crise économique, poursuit Amnesty International. Au lieu de réprimer les grèves de cette façon, les autorités devraient envisager de meilleurs moyens de protéger les droits sociaux et économiques élémentaires des citoyens. »

La crise économique a eu un effet dévastateur en Corée du Sud. Des milliers de personnes ont perdu leur emploi sans toucher d'indemnités. Cette situation a abouti à l'augmentation du nombre de sans-abri, à la désintégration des familles et la multiplication des suicides. Des milliers de travailleurs immigrés ont été renvoyés du pays, alors que nombre d'entre eux n'avaient pas été payés depuis des mois et ne pouvaient pas s'acheter de billet d'avion. Les autorités n'ont guère pris de mesures pour protéger les droits des groupes vulnérables, tels que les travailleurs immigrés et les femmes sans emploi |